



Communiqué de presse

94/23

Montreuil, le 2 novembre 2023

Même en pleine tempête, on peut compter sur les salarié.e.s et agent.e.s des services publics

La puissante tempête Ciaran qui déferle depuis mercredi soir sur un grand quart nord-ouest du pays prive d'électricité plus d'un million de foyers et a fait de nombreux dégâts matériels.

Devant cette catastrophe, les travailleuses et travailleurs des différents services publics : les électriciens et les gaziers, les pompiers, les professionnel.le.s des établissements de santé et du social, les aides à domicile, les cheminots, les éboueurs, les agent.e.s de la voirie, etc. sont présent.e.s et s'activent pour répondre aux besoins de la population. Et cela malgré un contexte difficile sur le terrain et des tensions importantes en matière d'effectifs au sein des services publics, notamment dus aux manques de reconnaissance de ce gouvernement, tant salariale que de leurs conditions de travail pénibles, qui induisent un manque d'attractivité pour tous les métiers dans ces secteurs d'activités.

La nécessité de maintenir et de surtout développer les services publics dans notre pays n'est plus à prouver, car ils sont quotidiennement aux côtés de la population et des personnes les plus fragiles et dans les moments les plus difficiles de leur vie pour leur venir en aide et les accompagner.

Il faut que le gouvernement arrête sa politique d'austérité des dépenses publiques et investisse au contraire dans ces domaines.

Les services publics, l'Hôpital public et l'ensemble des établissements du sanitaire, du médico-social et du social fonctionnent en mode dégradé et critique pour accomplir leurs missions ; il est temps de prendre en considération les revendications des personnels pour améliorer leurs conditions de travail et la prise en charge de la population.

La Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale appelle à une journée de grève et de mobilisation le 16 novembre 2023 dans l'ensemble du secteur de la Santé et de l'Action Sociale pour exiger avec les salarié.e.s et les usagé.re.s que le gouvernement entende et donne les moyens nécessaires pour répondre aux besoins exprimés.